

• (1130)

Le comité recommandait que le Canada participe au projet de station spatiale «à condition qu'un accord relatif à l'utilisation militaire de la station spatiale soit conclu avec les États-Unis». C'est une déclaration bien équivoque, mais la phrase suivante clarifie les intentions du comité, puisqu'on dit que «l'exclusion des essais d'armes ou de prototypes d'armes à partir de la station spatiale serait un minimum acceptable». J'en conclus que l'on veut dire qu'on s'oppose à toute utilisation militaire de la station. Donc, quand le comité dit qu'il faudrait conclure avec les États-Unis un accord relatif à l'utilisation militaire de la station, il veut dire, de l'avis général, que l'on s'entende pour qu'il n'y ait pas d'utilisation militaire. Toutefois, rien ne prouve que ce soit le cas.

Tout d'abord, qu'entend-on par utilisation militaire? La définition évolue. Au début, nous parlions d'objectifs pacifiques internationaux. Voici ce que dit un article paru dans *Aerospace Canada International* de mai 1987.

La reconfirmation récente par la NASA (*National Aeronautics and Space Administration*) que la station spatiale habitée serait utilisée à «des fins pacifiques conformes au droit international» a, pour l'instant, apaisé le contribuable canadien, qui dépensera environ 1 milliard de dollars pour le Centre mobile d'entretien de la station.

Récemment, voici les déclarations que l'on obtenait de Cap Canaveral:

Le texte proposé de l'accord entre le Canada et les États-Unis, qui précise le rôle du Canada dans le projet de station spatiale américaine, dit que la station sera civile, et non militaire, et sera utilisée à des fins pacifiques, conformément au droit américain...

Alors, est-ce le droit international ou le droit américain? Que veut-on dire par utilisation militaire, utilisation à des fins militaires? Qui décide de la définition? Est-ce conformément au droit international ou conformément au droit américain? Nous n'avons pas de définition claire de ce que l'on entend par utilisation militaire.

Mon parti a toujours adopté la même position: la station ne doit pas servir au déploiement du bouclier spatial ni avoir quel que lien que ce soit avec l'IDS. Le gouvernement a déclaré qu'il ne voulait pas prendre part officiellement à l'IDS. Néanmoins, un certain nombre de choses, dont l'autorisation donnée à des sociétés d'État de faire des offres sur des projets liés à cet effort et, maintenant, les négociations avec les Américains sur une utilisation possible à des fins militaires, permettent de croire que le gouvernement se permet de participer par des voies détournées.

Le gouvernement doit mettre cartes sur table. Est-il en faveur de l'IDS? Est-il, oui ou non, en faveur du bouclier spatial? La station spatiale servira-t-elle à des fins militaires? Le gouvernement doit jouer franc jeu avec les Canadiens. Quant à la position de mon parti, je le répète, elle ne fait aucun doute. Nous nous opposons à l'IDS, à la guerre des étoiles, et le gouvernement ne doit strictement rien avoir à faire avec ce projet.

Selon un article du journal d'aujourd'hui, le gouvernement pourrait se faire rembourser sa participation si jamais la station spatiale était utilisée à des fins militaires. Je ne crois pas

Motions

que les Canadiens puissent se satisfaire d'une pareille position. Ce n'est qu'un autre épisode dans les bavardages, les équivoques et les tours de passe-passe dont nous avons été témoins au sujet des utilisations militaires du projet. On ne peut pas dire que si, à un moment donné, le projet sert à des fins militaires, nous exigerons un remboursement. Les Canadiens ne marchent pas. Ils ne veulent pas placer leur argent dans une initiative qui aura une composante militaire.

Le fait qu'il y ait maintenant un accord de remboursement en cas d'utilisation militaire révèle que la possibilité est bel et bien là. Si elle était exclue, à quoi rimerait un accord semblable? Il semble bien qu'il y ait des imprécisions qui n'ont pas encore été levées. Il faut mettre les choses au clair.

M. Weinberger nous a dit que les Américains iraient de l'avant, quitte à faire cavalier seul si les autres pays ne sont pas d'accord. La position américaine est donc claire depuis le début. C'est une priorité de premier rang pour le président et son cabinet, comme l'a dit M. Weinberger. Les intentions des Américains ne laissent place à aucun doute. Le gouvernement canadien n'a pas pris la position ferme qui s'imposait selon nous. Il n'a ni demandé ni obtenu les éclaircissements nécessaires sur l'utilisation de l'agence spatiale. Voilà un problème.

L'autre est relié aux crédits affectés à l'ensemble du programme spatial. La station spatiale sera coûteuse. Nous avons longtemps discuté au comité de l'opportunité de dépenser cet argent. Nous en sommes arrivés à la conclusion qu'en définitive, c'était rentable. En fait, le Canada n'a pas vraiment le choix, il doit participer parce que la station spatiale représente l'avenir dans le domaine de la recherche et du développement. Je n'ai pas à rappeler, monsieur le Président, les répercussions du programme spatial sur des produits de consommation de tous les jours. Nous avons le devoir de faire ce bond en avant. Je tiens cependant à répéter que nous ne devons le faire qu'à des fins strictement pacifiques et à la condition express que la station spatiale n'aura pas d'applications militaires.

Je voudrais revenir à la question des crédits affectés à l'espace. Il s'agit d'importants montants que nous engageons au nom des Canadiens, mais nous avons l'impression que les fonds consacrés à l'espace ne sont pas suffisants. Le comité a recommandé que 15 p. 100 du budget aille à la recherche spatiale de base. Le gouvernement a rejeté cette proposition et a maintenu cette part à 9 p. 100. Nous ne pensons pas que ce soit assez. Comme je l'ai déjà dit, si la recherche spatiale constitue un domaine de pointe, si c'est là que réside l'avenir, alors c'est ce genre de recherche qui aura à long terme les répercussions les plus importantes pour le Canada et pour le monde. Nous allons mettre en place un mécanisme d'entretien, ce qui est très bien, mais, comme l'a dit un scientifique, il y a quelque temps: «Nous ne tenons pas à ce que les chercheurs canadiens soient relégués au rang de mécaniciens de l'espace.» Nous devons nous concentrer sur le genre de recherche qui se fait dans l'espace.